



## Hamon veut un milliard d'euros par an pour la recherche et l'enseignement supérieur

Reims, 4 mars 2017 (AFP) -

Benoît Hamon, candidat socialiste à la présidentielle, a proposé samedi d'investir un milliard d'euros par an dans la recherche et l'enseignement supérieur lors du prochain quinquennat, épinglant aussi des propositions d'Emmanuel Macron comme "irruption du libéralisme dans l'éducation".

Interpellé plusieurs fois au cours d'une réunion publique à Reims sur ses mesures en matière d'éducation et de recherche, M. Hamon a exprimé sa volonté de "consacrer des investissements importants", à savoir "un milliard d'euros par an" pour "la recherche et l'université, ce qui sur le quinquennat fera un investissement de 5 milliards d'euros".

"Ce n'est pas possible d'étudier dans de bonnes conditions quand on reçoit une leçon magistrale dans un amphithéâtre bondé. C'est la réalité dans de nombreuses universités et cela précipite l'échec", a souligné celui qui fut brièvement ministre de l'Education (avril-août 2014) avant son départ du gouvernement.

"Non pas que le gouvernement n'ait pas agi", a encore plaidé M. Hamon, citant "l'effort qui a été fait sur ce quinquennat en faveur des universités", "l'amélioration de l'aide sociale aux étudiants" ou "la réforme des COMUE (Communauté d'universités et d'établissements, nldr)". "Mais il faut aller encore plus loin", a-t-il insisté.

"La deuxième chose, c'est le statut des chercheurs, des enseignants post-doctorat, dans tous les métiers de l'université, on se rend compte qu'il y a énormément de précarité qui se ressent sur la qualité des cours", a assuré le candidat socialiste, qui veut revaloriser les carrières.

M. Hamon s'est aussi dit "frappé de voir comment la recherche publique aujourd'hui est obsédée par la recherche au financement (...) pour parfois délaissier ce qui devrait être le travail du chercheur". Il a souhaité "donner de la stabilité et de la visibilité à la recherche publique" en gonflant substantiellement l'enveloppe allouée.

"Pour faire simple, il n'y aura pas d'alternative demain aux pesticides s'il n'y a pas de recherche pour trouver des substituts", a-t-il encore souligné, pour justifier d'en faire "la priorité absolue" s'il est élu.

M. Hamon en a profité pour décocher une flèche en direction du candidat d'En Marche! et ancien ministre de l'Economie Emmanuel Macron, qui a multiplié récemment les propositions en matière d'éducation.

"Je suis tombé de ma chaise quand j'ai appris qu'Emmanuel Macron proposait la liberté pour les écoles de fixer les rythmes scolaires et la liberté de recruter les enseignants", a grincé M. Hamon.

"Mais où croyez-vous qu'iront les meilleurs ? Là où sont déjà les meilleurs", a assuré ce député des Yvelines.

"Que croyez-vous que seront les rythmes éducatifs ? Ce sera des écoles avec chacun son rythme. Et comment organisera-t-on le service public ? Cela sera l'irruption du libéralisme dans l'Education nationale. (...) Oublions l'égalité", a-t-il encore tempêté.

Et le candidat socialiste de promettre, lui, de "hisser l'école, le collège et le lycée à des niveaux qui permettent effectivement d'assurer l'égalité, et pas seulement d'en parler".

Durant l'heure et demie de questions-réponses, M. Hamon a notamment réaffirmé son soutien à "la procréation médicalement assistée pour les couples de lesbiennes", se disant "pas favorable à la gestation pour autrui".

Interrogé par les journalistes sur les derniers rebondissements de l'affaire Fillon, M. Hamon s'est refusé à commenter, considérant que cela parasite la campagne et empêche de débattre sur le fond. "Je ne parlerai plus de Fillon", a-t-il coupé court, visiblement excédé.

jmt/ic/mm

Afp le 04 mars 17 à 19 12.